

---

## NOTE ET DOCUMENT

---

### **LES RETRAITÉS : QUEL IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE SUR LES TERRITOIRES ? ILLUSTRATION A PARTIR DE LA ZONE DE BOURGANEUF DANS LA CREUSE**

**Dominique VOLLET<sup>\*</sup> et Véronique ROUSSEL<sup>\*\*</sup>  
en collaboration avec S. HERVIOU<sup>\*</sup>**

***Résumé** - Cet article vise à analyser l'impact économique d'une catégorie particulière de population, les retraités, sur le développement des espaces ruraux. Un grand nombre d'entre eux sont en effet confrontés à la présence ou l'arrivée de retraités, dont l'impact a été rarement estimé en France. Or, les enjeux sont importants en termes de stratégie de développement local. Pour apporter quelques éléments de réponse, une application d'un modèle hybride entre théorie keynésienne et théorie de la base économique a été réalisée sur une petite zone du Limousin (Bourganeuf), confrontée très largement à cette question. Nous montrons un impact important des retraités sur l'emploi local (environ 40 % de l'emploi tertiaire). Bien que les retraités nouveaux-venus bénéficient de revenus plus élevés, l'impact local reste limité en raison d'une proportion élevée de dépenses extérieures. Enfin, la mise en place d'un dispositif innovant (coordination gérontologique) permet le maintien d'un nombre important de personnes âgées et par voie de conséquence des emplois indirects (notamment dans les structures d'accueil qui représentent 8 % de l'emploi total).*

***Mots-clés** - RETRAITÉS, THÉORIE DE LA BASE ÉCONOMIQUE, DÉVELOPPEMENT LOCAL, POLITIQUE PUBLIQUE.*

***Classification JEL** : R230, R150, R190, R580*

---

<sup>\*</sup> Cemagref - UMR Métafort - 24 avenue des Landais, BP 50085, 63172 Aubière, France. dominique.vollet@cemagref.fr ; serge.herviou@cemagref.fr

<sup>\*\*</sup> Enita Clermont - UMR Métafort - Marmilhat 63370 Lempdes, France. rousssel@enitac.fr

## INTRODUCTION

Les dynamiques résidentielles liées aux retraités peuvent-elles constituer un atout pour les territoires concernés ?

On distingue généralement quatre leviers principaux du développement économique dans les territoires ruraux : valorisation des ressources localisées (agricoles, forestières ; aménités naturelles ou patrimoniales), soutien aux entreprises industrielles et artisanales, dynamique résidentielle (d'actifs et de retraités), organisation du territoire et dynamique intersectorielle (Guérin et Steinlein, 2005). Alors que la valorisation des ressources fixes ou que les dynamiques résidentielles liées aux migrations alternantes font l'objet de nombreux travaux, les effets de la présence ou de l'attraction de retraités restent peu analysés en France (Davezies, 2008 ; Vollet, Callois et Roussel, 2005). Pourtant, l'enjeu est d'importance en raison de l'augmentation prévue de la population française des plus de 60 ans (15 % en 1960, 21 % en 1999, 35 % en 2030) et des fortes différences départementales et locales en la matière.

Les dynamiques résidentielles liées à l'arrivée de retraités sont d'autant plus intéressantes à analyser qu'elles impliquent des interactions fortes avec les autres leviers du développement territorial : valorisation des aménités naturelles et développement d'activités artisanales ou de service pour l'attraction de retraités extérieurs au territoire, organisation du territoire pour répondre aux besoins du quatrième âge, en particulier pour lier politiques du logement, politiques sanitaires et sociales (par exemple par l'intermédiaire de structures territorialisées comme les CLIC (Centres Locaux de Coordination et d'Information Gérontologique). Mais il semble impossible d'apporter une réponse valable pour l'ensemble des territoires ruraux, les interactions entre le levier organisationnel et les autres pouvant produire des effets variables selon les zones. Afin d'apporter des éléments de réponse, nous avons choisi d'analyser l'impact économique des retraités dans une zone située dans un département confronté plus que d'autres au vieillissement de sa population (la Creuse) préfigurant ainsi les questions auxquelles seront sans doute confrontés dans les années à venir un grand nombre d'autres départements essentiellement ruraux en France. Le travail d'investigation a été conduit sur le canton de Bourgneuf, permettant d'apprécier les effets d'entraînement liés aux dépenses des retraités et l'adaptation du milieu local.

La section 1 restitue les effets des dynamiques résidentielles des retraités sur le développement territorial. En effet, la littérature reste très partagée sur ce sujet. Selon les auteurs, les pays et les options théoriques, l'accueil de retraités est perçu tour à tour comme une chance ou un handicap. La section 2 expose le modèle retenu, celui d'un multiplicateur hybride entre théories de la base économique et keynésienne. Enfin, d'après les résultats du modèle, la section 3 évalue les effets socio-économiques des retraités sur la zone d'étude.

## **1. LES EFFETS DE LA PRÉSENCE DE RETRAITÉS SUR LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL : UNE CHANCE OU UN HANDICAP ?**

### **1.1. Les retraités : une catégorie de population particulière**

*Une définition malaisée : quelle définition du retraité retenir ?*

Les uns parlent de personnes âgées, les autres de retraités. Certaines définitions prennent en compte un critère d'âge et doivent alors introduire des sous-catégories pour affiner leurs analyses (par exemple, distinction troisième et quatrième âge). D'autres définitions font davantage référence à une situation d'inactivité, le retraité étant une personne qui a déjà travaillé et ne cherche pas d'emploi. L'INSEE, pour sa part, retient la définition suivante : le groupe des retraités comprend les personnes de plus de 53 ans qui n'ont pas d'emploi et ne sont pas au chômage mais qui ont eu autrefois une activité professionnelle.

*Des critères de localisation fortement différenciés selon les territoires*

Le processus de vieillissement et ses conséquences diffèrent d'un territoire à un autre. Les espaces les plus isolés, les plus enclavés, vieillissent en conjuguant solde naturel négatif et solde migratoire négatif ce qui à terme ne fait qu'aggraver leur tendance à la dépopulation. Dans d'autres territoires, les perspectives sont plus favorables avec l'arrivée de nouveaux-venus retraités dont les motivations sont diverses : proximité de grandes agglomérations, atouts touristiques (patrimoine, paysage) ou retour au pays d'origine (Roussel et Vollet, 2007). Sont concernés par ces tendances les départements les plus attractifs du sud-est comme le Var où 15,6 % de plus de 60 ans sont des nouveaux installés mais également ceux du Massif central et des plateaux de l'est (Courson, Madinier, 2000).

*Des impacts sur l'économie locale difficiles à apprécier*

Les conséquences pour l'économie locale de la présence de retraités sont difficiles à appréhender. Des paramètres divers entrent en jeu : évolution du pouvoir d'achat des retraités, facteurs sociologiques affectant les comportements de consommation. L'impact économique de la présence de retraités peut dépendre par ailleurs des caractéristiques des territoires concernés : une certaine proximité de grandes agglomérations peut être à l'origine d'une évocation des dépenses des consommateurs. Inversement, un équipement en services diversifié favorisera les achats sur place et aura des effets positifs sur l'économie locale (Cribier et Kych, 1993).

En parallèle à ces effets positifs, les retraités peuvent représenter une charge supplémentaire pour les collectivités locales, notamment pour les Conseils Généraux en charge de la gestion de l'APA (Allocation Prestation Autonomie). De plus, une forte présence de retraités peut être à l'origine d'une représentation négative du territoire, ce dernier apparaissant peu dynamique d'un point de vue économique voire socioculturel. L'image de marque du territoire peut alors s'en trouver affectée, rendant ainsi plus difficile

l'installation de jeunes actifs extérieurs. A contrario, ceci peut attirer des investisseurs spécialisés dans les services aux personnes âgées.

Pour toutes ces raisons, l'impact économique à long terme des retraités est une question complexe, rendue encore plus difficile par la diversité des situations économiques des territoires ruraux. Dans une étude sur 34 comtés du Texas, Day et Barlett (2000) montrent que l'impact de la population de retraités est souvent faible sur l'emploi mais positif sur la création d'activités (établissements nouveaux), notamment dans les services, la santé, le commerce de détail et le bâtiment. Li et MacLean (1999) montrent que les variations de la population de retraités du Saskatchewan (province rurale du Canada) ont un impact significatif sur la croissance des agglomérations et de l'activité dans le secteur des services. Bennett (1996) a mis en évidence que les retraités migrant sur la côte sud des Etats-Unis ont un impact significatif sur le secteur du tourisme, mais négatif sur l'environnement.

De ce fait, nous nous limiterons ici à l'analyse des effets économiques de court-moyen terme de type keynésien, en s'intéressant aux effets multiplicateurs liés aux dépenses de consommation des retraités.

## **1.2. Les effets multiplicateurs liés aux dépenses de consommation des retraités : un mécanisme significatif dans le développement régional**

*Des effets d'entraînement des retraités variables selon les territoires et les pays.*

Les études statistiques (macro-économiques ou démographiques) précédemment mentionnées (Day et Barlett, 2000 ; Li et Mac Lean, 1999 ; Bennett, 1996) renseignent sur des évolutions globales concernant les retraités et leur impact. Mais elles permettent rarement d'apprécier l'impact économique des retraités de façon précise sur un territoire, ce qui a conduit certains auteurs à analyser finement le comportement de dépenses des retraités. La plupart des travaux en ce sens tentent d'estimer un impact des dépenses des retraités par le biais d'un mécanisme de multiplicateur. C'est cette approche qui est choisie dans le présent article. Il s'agit de mesurer comment les dépenses des retraités génèrent des effets induits par le biais de vagues successives de dépenses. L'importance des effets induits dépendra de la propension à dépenser localement des personnes considérées.

En vue d'apprécier l'impact des retraités, différentes formalisations d'inspiration keynésienne sont mobilisables : analyse input-output (Siegel et Leuthod, 1993 ; Woods et al., 1997), modèles joints input-output et économétriques (Deller, 1995), multiplicateurs de la base économique (Vollet, Callois et Roussel, 2005 ; Harmston, 1981 ; Hirschl et Summers, 1982).

Un grand nombre d'auteurs préconisent de ne pas analyser l'impact des retraités globalement mais par type de retraités (Stallman, 1995 ; Hogan et Steinness, 1996). Différentes catégorisations sont possibles. Ainsi, Serow et Haas (1992), Serow (1999, 2000) se focalisent sur les retraités nouveaux-arrivants, en distinguant les retraités à la recherche d'aménités particulières, ceux accueillis en institution et ceux recherchant des services d'assistance.

D'autres s'intéressent aussi aux retraités « locaux » (Hodge, 1991 ; Shields et al., 1999 ; Fagan et Longino, 1993). Cet article a choisi de différencier les retraités locaux des retraités migrants en raison des fortes différences de revenu et de comportements de dépenses de ces deux catégories.

Les résultats des études sont divers, mais donnent en général des ordres de grandeur comparables. Dans les études les plus larges incorporant l'impact fiscal en plus du seul impact économique, Shields, Stallman et Deller (1999) trouvent un effet multiplicateur de 1,56 et 0,2 emploi par retraité accueilli. Dans un travail similaire, Shields, Deller et Stallman (2001), le nombre d'emploi par retraité serait de 0,34, le multiplicateur étant égal à 1,43. Hodge (1991) trouve qu'un retraité génère 0,5 emploi à l'aide d'un modèle keynésien, ce qui est également l'ordre de grandeur (0,55) trouvé par Deller (1995) dans le Maine avec un modèle input-output. Serow et Haas (1992) trouvent un effet multiplicateur de 2 en termes de dépenses. En conclusion, les estimations réalisées pour la plupart en Amérique du Nord donnent un emploi créé pour entre 2 à 5 retraités. Il s'agit essentiellement d'emplois dans le commerce ou les services.

#### *Quel impact sur les territoires ruraux français ?*

Compte tenu de la dépopulation et du vieillissement sévissant dans de nombreux espaces ruraux du Massif Central, il a paru pertinent de s'intéresser à des territoires confrontés à la gestion d'une population âgée importante, obligeant les collectivités locales concernées à mener une réflexion et mettre en œuvre des politiques adéquates.

La communauté de communes de Bourgneuf est située dans le Limousin au sud-ouest de la Creuse (carte 1) : 20 communes, 8011 habitants en 1999<sup>1</sup>. Sur le plan démographique, on y retrouve les tendances observées dans le département de la Creuse : population très vieillie (37 % de la population de plus de 60 ans en 1999, 30 % dans le département de la Creuse<sup>2</sup>) ; déclin démographique (solde naturel négatif - 1,06 %, solde migratoire + 0,32 %, taux de variation annuel de la population de - 0,74 % sur la période 1990-1999<sup>3</sup>). Pour faire face à de telles évolutions, la communauté de communes a choisi de mettre en place avec une communauté de communes voisine (Creuse Thaurion Gartempe) un pôle d'accueil en vue d'accueillir de nouvelles populations, le sud du département accueillant des étrangers d'Europe du nord, dont une part importante de jeunes retraités. On comprend aussi que la communauté de communes ait mené très tôt une politique offensive en faveur des personnes âgées, la coordination gérontologique s'étant mise en place avant la circulaire du 6 juin 2000 créant les CLIC. Dans ce contexte, la question de la contribution des personnes âgées au développement territorial se pose avec acuité : dans quelle mesure les personnes âgées contribuent-elles à l'économie locale ?

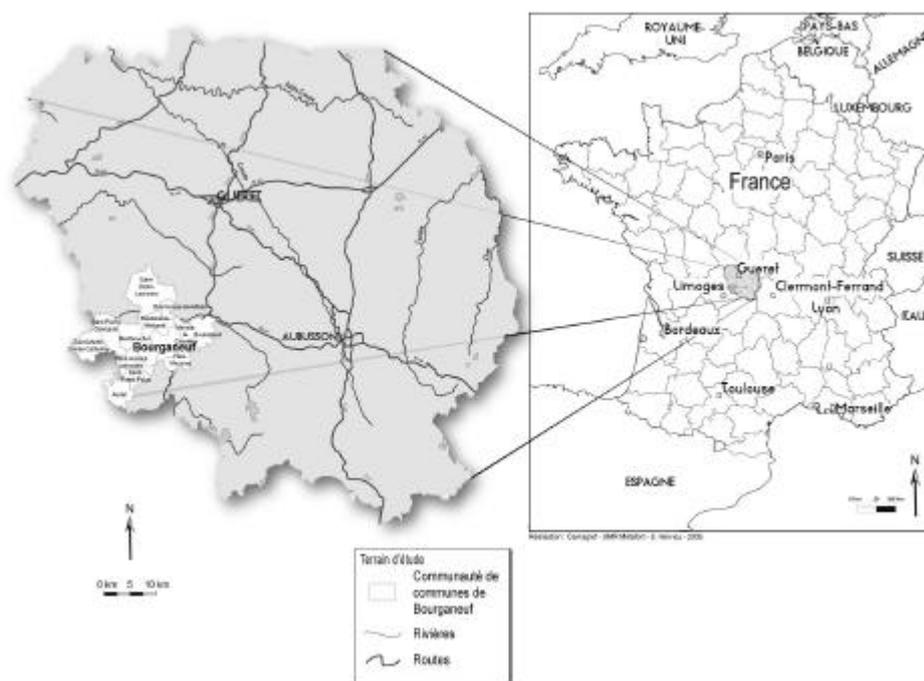
---

<sup>1</sup> Dont 3163 habitants à Bourgneuf, 639 à Royères.

<sup>2</sup> En France, 25,5 % de la population a plus de 60 ans.

<sup>3</sup> Pour le département de la Creuse et la même période = - 0,78 %, solde migratoire = + 0,19 %.

Carte n° 1 : Localisation de la zone d'étude



Un premier élément de réponse peut être apporté par l'analyse de l'emploi local directement lié aux soins des personnes âgées. Les différents services destinés aux personnes âgées (structures d'aide à domicile et d'hébergement) représentent une part importante de l'emploi local, 8 % de la population active. Une association d'aide à domicile intervient sur 4 cantons dont ceux de Bourgneuf et de Royères, proposant du service prestataire et du service mandataire (71 aides à domicile). Le portage de repas est organisé par la maison de retraite de Royères, 180 repas par jour livrés en liaison froide. Il existe par ailleurs 2 SSIAD<sup>4</sup>, l'un de 20 places basé à l'hôpital de Bourgneuf, l'autre de 15 places basé à la maison de retraite de Royère. Mais ce sont les structures d'hébergement qui occupent une part plus importante de l'emploi local : 244 lits répartis entre 3 établissements : EHPAD<sup>5</sup> de Bourgneuf, maison de retraite de Royères, résidence Clairefontaine au Monteil. Deux personnes sont par ailleurs agréées pour héberger à leur domicile des personnes handicapées ou âgées dépendantes.

Bien que révélatrice de l'importance des personnes âgées dans l'économie et la société locale, cette première appréciation reste partielle pour deux raisons : d'une part, elle n'intègre pas les effets de leurs dépenses sur le reste de

<sup>4</sup> SSIAD = service de soins infirmiers à domicile.

<sup>5</sup> EHPAD = «établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes».

l'économie ; d'autre part, elle n'explicite pas les déterminants de l'impact de cette catégorie de population sur l'économie locale. Nous avons donc choisi de mettre en place une démarche répondant à ces deux conditions.

## 2. ESTIMATION DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES RETRAITÉS SUR L'ÉCONOMIE LOCALE

### 2.1. Un modèle hybride entre multiplicateur keynésien et de la base économique adaptée au cas des retraités

Le multiplicateur initialement proposé par Wilson et Raymond (1973), qui s'appuie sur une approche hybride entre modèle keynésien et modèle de la base économique, a été retenu, car il présente l'avantage majeur de différencier le comportement des agents économiques étudiés (ici les retraités) entre la première vague de dépenses et les suivantes. Ce type de modèle est particulièrement adapté pour analyser l'impact d'une catégorie particulière de population présentant des comportements de dépenses spécifiques (les malades hospitalisés chez Wilson, 1977, les militaires chez Rioux et Schofield, 1990) dans des économies faiblement intégrées dans lesquelles les vagues suivant la première vague restent de faible importance (Catin et Nicolini, 2005).

Une démarche en deux étapes correspondant à l'estimation des deux propensions à dépenser localement est donc nécessaire. La première propension correspond à la première vague de dépenses. La seconde propension correspond aux vagues suivantes de dépenses, d'ampleur beaucoup plus limitée.

Le multiplicateur est dérivé de l'expression suivante qui définit l'impact d'une injection de dépenses dans l'économie locale comme la somme du revenu local supplémentaire créé à chaque vague du processus du multiplicateur :

$$Y = X + m_1 X + m_1 m_2 X + m_1 m_2^2 X + \dots + m_1 m_2^n X \quad (1)$$

où Y est l'impact en termes de revenu sur l'économie locale d'une catégorie d'agents, (ici les retraités) ; X est l'injection de dépenses initiales comptabilisée comme revenu dans l'économie locale ;  $m_1$  est la proportion de X qui constitue à la première vague de dépenses la valeur ajoutée locale ;  $m_2$  est la propension à consommer localement pour les vagues suivantes de dépenses.

L'équation (1) peut être réécrite de la façon suivante (Rioux et Schofield, 1990, p. 51) :

$$Y = \left[ \frac{1 - m_2 + m_1}{1 - m_2} \right] X \quad (2)$$

En d'autres termes, le multiplicateur  $Kr$  s'exprime de la façon suivante :

$$Kr = \frac{Y}{X} = \frac{1 - m_2 + m_1}{1 - m_2} \quad (3)$$

où  $m_1$  est la propension à dépenser localement des agents pour la première vague de dépenses ;  $m_2$  est la propension à dépenser localement pour les vagues suivantes de dépenses.

$Kr$  est un multiplicateur statique et non pas un multiplicateur dynamique exprimant les apports marginaux à chaque période. Il est spécifié par un ratio et non pas issu d'un calcul de régression<sup>6</sup>.

## **2.2. Estimation de la propension à consommer localement correspondant à la première vague de dépenses ( $m_1$ )**

Nous avons choisi d'estimer la propension à dépenser localement correspondant à la première vague de dépenses par enquête. Nous avons en effet jugé indispensable de connaître avec précision la nature et la localisation des dépenses des retraités, les résultats des enquêtes de consommation n'étant pas disponibles à ce niveau de précision auprès de l'INSEE. Des entretiens ont été réalisés auprès d'une trentaine de retraités choisis par tirage aléatoire, repérés à partir des listes électorales et qui ont accepté d'être interrogés. Les comportements de dépenses des ménages en général et des retraités en particulier sont largement dépendants de la catégorie socio-professionnelle, mais aussi de leur origine, ce qui nous a conduit à différencier deux principaux types de retraités (Hodge, 1991) : des personnes âgées passant leur retraite sur le lieu d'exercice de leur activité professionnelle passée (qualifiés de retraités « locaux » ou « aging in place » dans la littérature anglo-saxonne : Shields et al., 1999) ; des personnes ayant changé de commune, de canton ou de département sur la dernière période intercensitaire, qualifiés de retraités « migrants ».

L'exploitation des derniers recensements de la population montre que 85 % des retraités de notre zone d'étude sont « locaux ». Sur les 15 % de retraités migrants, 6 % ont effectué une migration de courte distance à l'intérieur du Massif Central et 9 % proviennent de l'extérieur du Massif Central. Notons une spécificité de ce type de zone rurale soumise à un fort exode de jeunes après-guerre : 4 % des retraités migrants sont nés localement. Ces « migrations de retour » guidées par un attachement au pays sont donc loin d'être négligeables. Notre échantillon est constitué à part sensiblement égale de retraités « locaux » et de « migrants » afin de pouvoir extrapolier les résultats dans de bonnes conditions.

Pour estimer la propension  $m_1$ , deux ratios doivent être calculés (Wilson et Raymond, 1977) : d'abord, le pourcentage des dépenses à l'intérieur de l'économie locale estimé pour chaque catégorie de dépenses (commerces, services, etc.), ensuite, la part de la valeur ajoutée locale estimée pour chaque catégorie de dépenses. Le ratio salaires sur ventes est généralement retenu comme approximation (Rioux et Schofield, 1990).

---

<sup>6</sup> Voir Catin et Nicolini (2005).

Soit :

$a_{ij}$  = pourcentage des dépenses dans l'économie locale pour la catégorie  $i$  de population (ici les retraités « locaux », « migrants » ou extérieurs au territoire) et le secteur  $j$  de dépenses (exemple : commerce, service, etc.)

$d_{ij}$  = Dépenses locales pour la catégorie  $i$  de population et le secteur  $j$  de dépenses

$D_i$  = Dépenses totales pour la catégorie  $i$  de population

$b_j$  = ratio salaires sur ventes pour le secteur  $j$

$S_j$  = Salaires totaux du secteur  $j$

$VE_j$  = Ventes du secteur  $j$  (ou production effective brute).

D'où les relations suivantes :

$$a_{ij} = d_{ij}/D_i \quad (4)$$

$$b_j = S_j/VE_j \quad (5)$$

L'estimation de  $m_1$  est réalisée pour chaque catégorie de retraité :

$$m_1 = \sum_j a_{ij} \times b_j \quad (6)$$

### 2.3. Estimation de la propension à dépenser localement pour les vagues suivantes de dépenses ( $m_2$ )

La seconde propension,  $m_2$ , est estimée à partir de la théorie de la base économique. Celle-ci divise les activités régionales en deux composantes : les activités basiques répondant à une demande externe et les activités non basiques satisfaisant une demande locale. Exprimée en termes d'emplois, la formulation élémentaire de la propension à dépenser localement ( $m_2$ ) s'exprime de la façon suivante :

$$m_2 = \text{Emplois non basiques} / \text{Emplois totaux} \quad (7)$$

L'estimation des secteurs basiques et non basiques peut être réalisée par différentes techniques (besoin minimal, coefficient de localisation, affectation a priori)<sup>7</sup>. Nous avons retenu la méthode par affectation a priori (l'agriculture, l'industrie et les activités uniquement liées au tourisme étant considérées comme secteurs basiques). Elle donne, en effet, des résultats très satisfaisants sur des économies faiblement intégrées (Richardson, 1985 ; Mulligan et Vias, 1996).

### 2.4. Estimation des effets directs, indirects et induits sur l'emploi

Le total des emplois (en équivalents temps plein) directs (ETP  $i$ ) est ensuite multiplié par le multiplicateur ( $K_r$ ) pour obtenir le total de l'impact direct, indirect et induit (I) :

<sup>7</sup> Pour une présentation détaillée de la théorie de la base, on se rapportera utilement à Vollet et Bousset (2002).

$$I = ETP_i * K_r \quad (8)$$

En toute rigueur, le multiplicateur  $K_r$  étant un multiplicateur de revenu et non d'emploi, il devrait être pondéré par la productivité. Comme chez Rioux et Schofield (1990) ou bien Wilson (1977), cette modalité de calcul n'a pas été retenue par en raison des caractéristiques des secteurs considérés (dépenses finales essentiellement auprès de commerces de détail ou de services).

### **3. UN IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE NOTABLE EN LIEN AVEC LES COMPORTEMENTS SPATIAUX DE DÉPENSES ET LES CAPACITÉS D'ORGANISATION LOCALE**

#### **3.1. Des comportements de dépenses des retraités différents en fonction de l'origine locale ou externe**

Les retraités locaux ont d'abord un volume de dépenses moindre, le niveau plus faible des retraites étant un élément important d'explication. Alors que les retraités locaux dépensent en moyenne environ 3300 euros, les retraités migrants en dépensent plus du double (environ 7000 euros), si l'on ne prend pas en compte les dépenses liées à l'habitation et ce dans les deux cas. Ces dernières sont élevées pour les migrants (environ 16 000 euros) en raison de l'importance des travaux de restauration ou de construction chez certains d'entre eux. En revanche, le dépouillement des enquêtes a bien mis en évidence qu'une partie importante des retraités locaux limite ses dépenses au minimum : peu ou pas de dépenses de loisirs, faible niveau du poste soins personnels (habillement, coiffeur). Les dépenses totales des migrants sont supérieures à celle des retraités locaux pour tous les postes de dépenses (tableau 1). La différence la plus forte concerne les dépenses alimentaires, qui sont près de deux fois plus importantes chez les migrants peu enclins à l'autoconsommation et friands de produits haut de gamme et de qualité (environ 5000 euros de dépenses). Elle est relativement forte pour les soins personnels mais moins marquée pour les dépenses de santé, de commerces non alimentaires.

Globalement, la propension à dépenser localement est nettement plus élevée pour les retraités locaux (0,85) que pour les retraités extérieurs (0,55). Ceci se vérifie pour tous les postes de dépenses à l'exception de l'alimentation (Tableau 2). Les retraités migrants s'approvisionnent davantage que les retraités locaux sur les marchés locaux, souhaitant manifester ainsi leur attachement au local. Inversement, les retraités locaux plus sensibles au prix n'hésitent pas à s'approvisionner dans les supermarchés des villes voisines (Guéret et Limoges). Les dépenses moins fréquentes ou exceptionnelles sont pratiquées plus fréquemment à l'extérieur, surtout par les retraités migrants sensibles à la diversité des produits proposés : Guéret, Limoges ou par correspondance pour les vêtements ; achat de matériaux (peinture, plomberie, électricité...) à Guéret ou Limoges... Par contre, ils ont recours à des artisans locaux que ce soit pour de petits travaux ou des travaux plus importants pour la maison (construction, toiture...). Ces comportements de dépenses s'expliquent également par la

proximité des deux villes. Guéret et Limoges sont assez proches de Bourgneuf : 25 kms dans le premier cas, 50 kms dans le second.

**Tableau n°1 : Propension moyenne à dépenser localement des retraités locaux et migrants**

	Retraités migrants	Retraités locaux
Bâtiment	0,49	0,57
Commerces non alimentaires, réparation automobile	0,70	1
Commerces alimentaires de détail	0,92	0,88
Restaurants	1	1
Activités récréatives	1	-
Soins personnels	0,97	1
Santé	0,71	0,80
Total des dépenses	0,55	0,85

**Tableau n° 2 : Dépenses totales et locales (en euros) des retraités locaux et migrants dans la communauté de communes de Bourgneuf (à l'exception du bâtiment)**

	Retraités migrants		Retraités locaux	
	Dépenses locales par personne	Dépenses totales par personne	Dépenses locales par personne	Dépenses totales par personne
Commerce, réparation automobile	601	861	560	560
Commerce de détail	4831	5277	1965	2243
Restaurants	265	265	291	291
Activités récréatives	65	65	0	0
Soins personnels	295	304	71	71
Santé	163	231	121	151
Total	22886	41315	3371	3951

### 3.2. Un impact économique important sur l'économie locale

Au total, les dépenses liées aux retraités représentent environ 8 % de l'emploi total (tableau 2), pourcentage auquel il faut ajouter les emplois des structures d'accueil, ce qui représente plus de 16 % de l'emploi total de la zone d'étude. Le pourcentage d'emplois tertiaires liés aux retraités est très fort (environ 40 %) en raison de la faiblesse du tissu commercial et de services aux entreprises de la zone. Ces pourcentages élevés sont comparables à ceux obtenus à partir de méthodologies similaires sur des structures intercommunales à Noirétable (Haut-Forez dans la Loire) et à Meyrueis (Vallée de la Jonte, Lozère) également touchées par le vieillissement de la population (tableau 3). C'est en particulier le cas de Noirétable où près de 20 % des emplois sont dus aux retraités. Sur Meyrueis, le pourcentage est beaucoup plus faible (autour de 6

%) en raison de l'attractivité commerciale limitée de la zone et de la faible diversité des services proposés localement (Vollet, Callois et Roussel, 2005). Cette comparaison entre quelques zones rurales soumises de façon significative au vieillissement de la population met en évidence l'importance de la nature du tissu commercial et de services pour maintenir des emplois de proximité liés aux dépenses des retraités.

**Tableau 3 : Les effets directs et induits des retraités sur des zones rurales de la Loire et de la Lozère**

	Noirétable (Loire)	Meyrueis (Lozère)
Part des retraités dans la population totale (1)	28 %	25 %
Ratio Emplois directs, indirects et induits suscités par les retraités /Emploi tertiaire (2)	[16,2 -20,6]	[5,5-5,8]

Sources : (1) : Recensement de la Population 1999 ; (2) : Vollet, Callois et Roussel (2005).

Comment peut-on expliquer les résultats obtenus sur Bourgneuf ? Deux types d'explications peuvent être avancés. Comme dans un certain nombre d'études de multiplicateur localisé (Archer, 2000), une première série d'explications est relative aux caractéristiques des retraités, en particulier leur nombre et leur comportement de dépenses. Une seconde est liée aux services mis en place au niveau local en faveur des retraités.

#### *Le poids des retraités et leur comportement spatialisé de dépenses*

L'impact économique des retraités s'explique d'abord par l'importance de la population retraitée et donc de l'injection totale de revenus : 2100 retraités locaux et 503 migrants, soit au total 37 % de la population. Ensuite, il s'explique par le bon niveau de la propension à dépenser localement de la première vague de dépenses des retraités locaux (0,15) par rapport aux retraités migrants (0,12) (tableau 4) : en fait, l'injection totale de revenus est importante car leurs dépenses locales restent élevées malgré la faiblesse des revenus.

#### *Des organisations locales efficaces en faveur des retraités*

Si le département de la Creuse a été innovant dans le domaine de l'aide aux personnes âgées, c'est dans la communauté de communes de Bourgneuf qu'une politique très active s'est mise en place, et ce dès 1995. La coordination gérontologique s'y est mise en place bien avant la circulaire du 6 juin 2000. En 1991, des contrats locaux d'objectifs sont signés entre la préfecture, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS) et les établissements, préfigurant une collaboration entre institutions et professionnels de la santé. Dans le cadre de ce contrat, dont les conséquences seront très limitées, le centre hospitalier de Bourgneuf fait réaliser un audit dont les conclusions sont les suivantes : les personnes âgées constituent un atout important pour le territoire puisqu'elles reçoivent des soins et permettent d'assurer la pérennité de l'hôpital, mais la sortie de l'hôpital pose des problèmes de suivi. Une

coordination se met alors en place grâce à l'initiative d'un médecin de Bourganeuf qui n'a cessé depuis de développer différentes actions en faveur des personnes âgées.

**Tableau n° 4 : Les effets multiplicateurs et l'impact économique des retraités locaux et extérieurs dans la communauté de communes de Bourganeuf**

Type de retraités	m <sub>1</sub>	m <sub>2</sub>	Effet multiplicateur total	Ratio Emplois directs, indirects et induits suscités par les retraités /Emploi total	Ratio Emplois directs, indirects et induits suscités par les retraités /Emploi tertiaire
Locaux	0,15	[0,29-0,45]	[1,22-1,28]	[3,3-3,6]	[17,3-16,8]
Migrants	0,12		[1,16-1,22]	[4,8-5,0]	[22,0-24,1]
Total retraités	-		-	[8,1-8,6]	[39,3-40,9]

Cette coordination fonctionne grâce à des partenariats effectifs et non des conventions. Il s'est agi d'abord d'une réunion mensuelle associant des médecins de l'hôpital et de plus en plus de professionnels extérieurs, en vue d'organiser les sorties de l'hôpital. Puis toute une organisation s'est mise en place, notamment la formation d'aides à domicile, d'aides ménagères puis de facteurs et de gendarmes, l'objectif étant d'organiser un réseau d'alerte autour des personnes âgées de façon à ce que les divers intervenants apprennent à repérer les troubles du comportement et soient en mesure d'assurer une veille quotidienne. Les personnes les plus fragiles sont suivies très étroitement dès leur sortie. Un réseau «ville-hôpital» a été mis en place dès 1995, un pôle gérontologique associant un CLIC et la coordination gérontologique. Le CLIC prend en compte tous les besoins des usagers de 60 ans et plus vivant sur la bassin de vie de Bourganeuf alors que la coordination gérontologique intervient au centre hospitalier et se prolonge à domicile pour tout problème de santé ou de dépendance, passager ou durable. Le CLIC est un lieu de partenariat mettant en relation tous les intervenants susceptibles d'aider les personnes âgées. Il établit un lien entre tous les acteurs du soin à domicile. Le CLIC informe, conseille, aide à la constitution de dossiers (APA, portage de repas). Quant à la coordination gérontologique, elle aide à l'entrée des patients en hôpital ou en hébergement, accompagne les retours à domicile, participe à la mise en place des aides médicales et sociales nécessaires. Elle est l'interlocuteur des malades, de leur famille, des acteurs du maintien à domicile et des institutions de soins et d'hébergement. Ce dispositif innovant explique en grande partie le maintien d'un hôpital dans un chef-lieu de canton de taille modeste (environ 8000 habitants sur le canton). Celui-ci est, effectivement, fortement pourvoyeur d'emplois directs et indirects.

## CONCLUSION

En conclusion, l'analyse de l'impact économique des retraités sur la zone de Bourgneuf qui est confrontée plus que d'autres, et avant les autres, à un vieillissement important de sa population s'est révélée riche d'enseignements pour plusieurs séries de raisons. D'abord, d'un point de vue méthodologique, l'application de modèles hybrides simples entre modèles de la base et modèles keynésiens s'avère tout à fait adaptée pour mesurer de façon relativement souple et sans collecte coûteuse d'informations l'impact d'une catégorie de population permanente sur une économie locale.

Ensuite, notre analyse met en évidence que, dans un contexte de concurrence territoriale, l'accueil de retraités peut permettre de maintenir une activité locale, comme en témoigne le niveau élevé des emplois tertiaires liés au retraités (près de 40 %). Cela est d'autant plus vrai pour des espaces ruraux comme Bourgneuf dont les dotations en aménités naturelles ou patrimoniales sont certes de qualité mais partagées par un grand nombre d'autres espaces. D'ailleurs, une stratégie des collectivités locales misant sur leur valorisation touristique, vu la concurrence, risque d'aboutir dans un certain nombre de situations à des impasses (Reeder, 1998 ; Terluin et Post, 2002)... Dans ces conditions, l'accueil et/ou le maintien de retraités (constituant en fait une des formes de valorisation des aménités rurales) peut constituer une stratégie de niche tout à fait judicieuse.

Enfin, l'analyse souligne l'intérêt de mobiliser tous les moyens pour transformer l'accueil de retraités en levier de développement local : il s'agit d'abord du développement de services, publics ou privés, en mesure d'inciter les retraités à dépenser localement. Il ne faut pas négliger non plus les capacités des organisations locales à mettre en place des coordinations gérontologiques, en mesure de maintenir localement sur du long terme un nombre de personnes âgées à la fois proches de la dépendance pour certaines et dépendantes pour d'autres. Celles-ci constituent très certainement l'un des facteurs clefs de l'attractivité pour des retraités locaux externes voire pour certains retraités locaux peu ancrés et enclins à passer leur retraite dans des communes plus proches des pôles urbains.

## RÉFÉRENCES

- Archer B.H., 2000, "The value of Multipliers and their policy implications", *The economics of tourism*, n° 2, pp. 3-8.
- Bennet D.G., 1996, "Implications of retirement development in high amenity nonmetropolitan areas", *Journal of Applied Gerontology*, vol. 15, n° 3, pp. 345-360.
- Courson J.P., Madinier C., 2000, "La France continue de vieillir", *INSEE Première*, n° 746.

- Catin M., Nicolini V., 2005, "Les effets multiplicateurs des dépenses militaires de la DCN Toulon sur l'économie varoise", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 4, pp. 451-480.
- Cribier F., Kych A., 1992, "La migration de retraite des parisiens, une analyse de la propension au départ", *Population*, n° 3, pp. 677-718.
- Davezies L., 2008, *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Editions du Seuil, Coll. "La République des idées", Paris, 96 p.
- Day F.A., Barlett J., 2000, "Economic impact of retirement, migration on the texas hill country", *Journal of Applied Gerontology*, vol. 19, n° 1, pp. 78-94.
- Deller S.C., 1995, "Economic impact of retirement migration", *Economic Development Quarterly*, vol. 9, n° 1, pp. 25-38.
- Fagan M., Longino C., 1993, "Migrating Retirees: A Source for Economic Development", *Economic Development Quarterly*, vol. 7, n° 1, pp. 98-106.
- Guérin M., Steinlein P., 2005, *Le tourisme, outil de revitalisation des territoires ruraux et de développement durable ?*, La documentation française, Paris, 280 p.
- Harmston F.K., 1981, "A study of the economic relations of retired people and a small community", *Regional Science Perspectives*, vol. 11, n° 1, pp. 42-56.
- Hirschl T.A., Summers G.F., 1982, "Cash transfers and the export base of small communities", *Rural Sociology*, vol. 47, n° 2, pp. 295-316.
- Hodge G., 1991, "The economic impact of retirees on smaller communities, concepts and findings from three canadian studies", *Research on Aging*, vol. 13, n° 1, pp. 39-54.
- Hogan T., Steinnes D., 1996, "Arizona Sunbirds and Minnesota Snowbirds: two species of the elderly seasonal migrant genus", *Journal of Economic and Social Measurement*, vol. 22, pp. 129-139.
- Li P., MacLean B., 1999, "Changes in the rural elderly population and their effects on the small town economy : the case of Saskatchewan 1971 -1986", *Rural sociology*, vol. 54, n° 2, pp. 213-226.
- Mulligan G.F., Vias A.C., 1996, "An assessment of the assignment method in economic base analysis", *The Review of Regional Studies*, vol. 26, pp. 265-284.
- Reeder R.J., 1998. *Retiree-Attraction Policies for Rural Development. In Agriculture Information Bulletin*, US Department of Agriculture, New-York, 22 p.
- Richardson H.W., 1985, "Input-Output and economic base multiplier: looking backward and forward", *Journal of Regional Science*, vol. 25, n° 4, pp. 607-661.

- Rioux J.J.M., Shofield J.A., 1990, "Economic impact of a military base on its surrounding economy : the case of C.F.B. Esquimalt, Victoria, British Columbia", *Canadian Journal of Regional Science*, vol. XIII, n° 1, pp. 47-61.
- Roussel V., Vollet D. 2007, "Politiques publiques et troisième âge dans les espaces ruraux, entre secteurs et territoires", *Sciences de la Société*, Numéro spécial " La production de l'action publique dans l'exercice du métier politique", N° 71, pp 185-200.
- Rowles G.D., Watkins J.F., 1993, "Elderly migration and development in small communities", *Growth and Change*, vol. 24, pp. 509-538.
- Shields M., Deller S.C, Stallmann J.I., 2001, "Comparing the impacts of retiree versus working-age families on a small rural region: An application of the Wisconsin Economic Impact Modeling System", *Agricultural and Resource Economics Review*, vol. 30, n° 1, pp. 1-31.
- Shields M., Stallmann J., Deller S., 1999, "Simulating the economic and fiscal impacts of High and low income elderly on a small rural region", *Review of Regional Studies*, vol. 29, n° 2, pp. 175-196.
- Serow W.J., 1990, "Economic implications of retirement migration", *The Journal of Applied Gerontology*, vol. 9, n° 4, pp. 452-463.
- Serow W.J., 2001, "Retirement migration counties in the southeastern United States : Geographic, demographic and economic correlates", *The Gerontologist*, n° 41, pp. 220-228.
- Serow W.J., Haas W.H., 1992, Measuring the economic impact of retirement migration : the case of Western North Carolina. *The Journal of Applied Gerontology*, vol. 11, n° 2, pp. 200-215.
- Siegel P., Leuthold F., 1993, "Economic and Fiscal Impacts of a Retirement/Recreation Community: A study of Tellico Village, Tennessee", *Journal of Agricultural and Applied Economics*, vol. 25, n° 2, pp. 134-147.
- Stallman J., 1995, "A typology of retirement places: a community analysis", *Journal of the Community Development Society*, vol. 26, n° 1, pp. 1-14.
- Terluin I.J., Post H.J., 2002, "Strategies towards territorial development in Europe", in A. Arzeni, R. Esposti, F. Sotte (eds), *European Policy Experiences with Rural Development*, Wissenschaftsverlag Vaul Kiel, European Association of Agricultural Economists, pp. 83-97.
- Vias A.C., Mulligan G.F., 1995. *Disaggregating economic base multipliers in Arizona communities*, Department of geography and regional development, Tucson, 43 p.
- Vollet D., Bousset J-P., 2002, "Use of Meta-analysis for the Comparison and Transfer of Economic Base Multipliers", *Regional Studies*, vol. 36, n° 5, pp. 481-494.

- Vollet D., Callois J-M, Roussel V., 2005, Impact of retirees on rural development, Some observations on the situation in the South of France, *Journal of Regional Analysis and Policy*, 35 (2), pp. 54-68. (<http://www.wisc.edu/urpl/rap/pastvolumes/2000/v35/index352.html>)
- Wilson J.H., Raymond R., 1973, "The economic impact of a university upon the local community", *The Annals of Regional Science*, vol. VII, n° 2, pp. 130-142.
- Woods M., Miller W., Voth D., Song B., Jones L., 1997, "Economic impacts of in-migrating retirees on local economies", *Journal of the Community Development Society*, vol. 28, n° 2, pp. 206-224.

**RETIREES: WHICH SOCIO-ECONOMIC IMPACT  
ON RURAL AREAS?  
SOME EVIDENCE FROM THE BOURGANEUF AREA  
(FRANCE, DEPARTMENT OF CREUSE)**

**Abstract** - *This article aims at analyzing the economic impact of a particular category of the population, the retirees, on the development of rural areas. A great number of them are indeed confronted with the presence or the arrival of retirees, whose impact has seldom been assessed in France. However, the stakes are important in terms of local development strategies. To gain deeper insight into this issue, a hybrid model between Keynesian and economic base theories has been applied to a small zone of the Limousin (Bourgneuf), that is largely confronted with this question. We have highlighted the important impact of retirees on local employment (about 40 % of tertiary employment). Although the new-come pensioners profit from higher incomes, the local impact remains limited because of a high proportion of external expenditures. Lastly, the implementation of an innovating policy (gerontologic coordination) allows the maintenance of a significant number old people and also of indirect employment (in particular in hospitals) which represents 8 % of total employment.*